



Les droits des enfants

Un enfant sans bravoure est comme un ciel sans étoile.

Thèmes	Droits de l'enfant, Droits de l'homme en général, Education
Complexité	Niveau 2
Taille du groupe	Indifférente
Durée	60 minutes
Aperçu	<p>L'activité fait appel à la méthode de la hiérarchisation «en diamant», dans le but de promouvoir la discussion sur la Convention relative aux droits de l'enfant, et notamment sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les droits de l'homme fondamentaux et les droits spécifiques des enfants en vertu de cette convention ▪ Les droits et responsabilités en vertu de cette convention ▪ La façon de revendiquer ces droits
Droits corrélés	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Droit à connaître sa famille et à vivre avec elle ▪ Droit à la protection contre l'exploitation économique ▪ Droit à un traitement particulier lors de procédures judiciaires
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'informer sur la Convention relative aux droits de l'enfant ▪ Développer un esprit critique pour analyser les informations reçues et les rapprocher de la réalité quotidienne ▪ Encourager les sentiments de responsabilité, de solidarité, de justice et d'égalité
Matériels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cartes d'affirmation - un jeu par groupe ▪ Une grande feuille de papier pour réaliser une affiche ▪ Marqueurs ▪ Un espace suffisamment grand pour que les groupes puissent travailler de façon indépendante
Préparation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Servez-vous de la version abrégée de la Convention relative aux droits de l'enfant en page 443. Notez les articles sur une grande feuille de papier que vous afficherez. ▪ Passez en revue les cartes d'affirmation proposées ci-dessous par rapport à la convention. Sélectionnez les articles susceptibles de déclencher la discussion la plus intéressante au sein de votre groupe. Réfléchissez aux questions qui touchent le plus les membres de votre groupe et à celles qui seront les plus sujettes à controverse. ▪ Préparez une série de cartes pour chacun des petits groupes, et placez-les dans des enveloppes pour ne pas les mélanger!

THEMES



DROITS DE L'ENFANT



DROITS DE L'HOMME GÉN.



ÉDUCATION

COMPLEXITE



NIVEAU 2

TAILLE DU GROUPE



INDIFFÉRENTE

DUREE



60 MINUTES

Instructions

1. Commencez par revenir brièvement sur la Convention relative aux droits de l'enfant. Demandez aux participants ce qu'ils en savent. Passez en revue les principaux articles notés sur votre affiche.
2. Invitez les participants à former des petits groupes de trois ou quatre personnes. Distribuez les enveloppes contenant les cartes d'affirmation.
3. Expliquez-leur la procédure de la hiérarchisation «en diamant». Les groupes vont devoir examiner les neuf affirmations qui leur sont proposées et évaluer leur pertinence relativement à leur vie. Ils vont ensuite devoir disposer les cartes selon leur importance, à la manière des facettes d'un diamant. Ils devront poser la carte la plus importante sur la table. Ensuite, en dessous, ils placeront côte à côte les deux cartes un peu moins importantes puis, sous celles-ci, les trois cartes de moindre importance. Le quatrième étage devra être formé de deux cartes et le cinquième d'une seule carte, la moins importante. Les cartes ainsi disposées reproduiront la structure d'un diamant.
4. Donnez aux groupes 25 minutes pour discuter et décider de leur hiérarchisation.
5. Lorsque tous les groupes auront terminé, les participants pourront observer la façon dont les autres groupes ont classé leurs affirmations. Réunissez tous les participants en plénière pour le compte rendu.

Compte rendu et évaluation

Commencez en demandant aux groupes de présenter tour à tour les résultats de leurs discussions. Puis demandez aux participants s'ils ont apprécié l'activité et ce qu'ils ont appris.

- En quoi les résultats des discussions des différents groupes sont-ils comparables? Quelles sont les similitudes et les différences?
- Pourquoi des personnes différentes ont-elles des priorités différentes?
- Après avoir écouté les autres, un des groupes souhaite-t-il revoir sa décision concernant le classement des cartes? Quels arguments ont été les plus convaincants?
- Généralement, quels droits ne sont pas respectés au sein de votre communauté, et pourquoi?
- Voyez-vous des droits qui ne figurent pas dans la convention et qui, selon vous, devraient être inclus?
- Selon vous, les enfants ont-ils besoin de leur propre convention? Pourquoi?
- Si les enfants ont leur propre convention, ne serait-il pas justifié que les jeunes de 18 à 30 ans aient la leur?
- Quels droits particuliers devraient figurer dans une convention pour les jeunes?
- Les enfants ont certes des droits en vertu de cette convention mais, dans la réalité, peuvent-ils les revendiquer?
- Généralement, de quelle façon les individus revendiquent-ils leurs droits?
- Si participer au processus démocratique est une façon, pour les individus, de faire valoir leurs droits, que peuvent commencer à faire les participants pour «revendiquer leurs droits» chez eux, à l'école ou dans leurs clubs?
- Vers qui les enfants, dans notre société, peuvent-ils se tourner en cas de graves violations de leurs droits?



Conseil pour l'animateur

Vous trouverez de plus amples informations sur la méthode de la hiérarchisation «en diamant» en page 57 du Chapitre I. Précisez au groupe qu'il n'existe pas de bonne ou de mauvaise façon de classer les cartes. Ils doivent savoir que chacun a une expérience différente et donc des priorités différentes qu'il faut respecter. Néanmoins, au sein de leur groupe, ils doivent tenter de parvenir à un consensus sur le classement. Après tout, dans la vraie vie, il faut établir des priorités et prendre des décisions dans l'intérêt de tous!

Variantes

Vous pouvez proposer au groupe seulement huit articles au lieu de neuf, et leur laisser le soin d'identifier eux-mêmes le neuvième.

Placez les cartes d'affirmation dans un chapeau et demandez aux participants de tirer chacun une carte et d'en parler. Référez-vous à l'activité «Juste une minute», en page 115, pour des informations sur cette méthode.

Demandez aux groupes de rédiger une petite histoire ou de présenter un bref jeu de rôle mettant en scène un incident relatif aux articles sélectionnés. En guise de variante, les histoires/jeux de rôle peuvent être basés sur des événements tirés des médias: un fait entendu ou vu dans un film ou une pièce de théâtre, ou encore lu dans un livre ou un magazine. Dans les jeux de rôle, les participants peuvent commencer avec l'événement et poursuivre en improvisant des solutions ou des techniques visant à empêcher la reproduction de l'incident ou de la violation.

Suggestions de suivi

Invitez une personne qui connaît bien la convention (juge, responsable d'une ligne d'assistance aux enfants, psychologue infantile ou membre du Bureau du médiateur) à intervenir devant les participants. Avant son intervention, invitez les participants à réfléchir aux différentes formes de violation des droits de l'enfant, telles que les sévices à enfant, l'exploitation sexuelle, la négligence et les brimades. Avec l'aide de l'intervenant, identifiez la personne à qui incombe l'obligation de soin et de responsabilité au sein de la communauté, par exemple, les parents, la police, les lignes d'assistance, les travailleurs sociaux, etc. Demandez des conseils sur la façon d'agir lorsqu'une personne est témoin d'une violation, en particulier dans des cas graves comme un voisin qui maltraite ses enfants. Ces questions doivent bien évidemment être abordées avec délicatesse et prudence.

Les enfants et les jeunes se sentent souvent victimes de discrimination. Si les membres du groupe souhaitent explorer le thème de la discrimination, vous pouvez leur proposer l'activité «Tous différents, tous égaux», page 257.

Idées d'action

Concernant les écoles, examinez leurs politiques, leur gestion et leurs programmes, de sorte à vérifier si elles répondent à leurs obligations et responsabilités conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant. Par exemple, est-ce que l'éducation proposée vise le développement de la personnalité de l'enfant, de ses talents et de ses aptitudes, ou plutôt le bachotage des élèves? Les élèves ont-ils le droit de s'exprimer librement sur toutes les questions qui les concernent? Leurs opinions sont-elles réellement prises en considération? En d'autres termes, existe-t-il un

Date clé : conseil scolaire et quelle est son efficacité? La discipline scolaire est-elle gérée dans le respect de la dignité des élèves? Comment l'école réagit-elle aux incidents racistes et aux brimades? Discutez des possibilités d'amélioration et des mesures à prendre dans les différents cas de figure. Rendez-vous en page 302, à la section «Agir», et planifiez un projet. Veillez à ne pas aborder les questions ou à agir d'une manière risquant de mettre (inutilement) les enseignants mal à l'aise et de leur donner l'impression que vous leur volez leur pouvoir!

le 20 novembre
Journée mondiale de l'enfance

Informations supplémentaires

Pour le texte complet de la convention et d'autres documents utiles de l'UNICEF, publiés annuellement, sur la condition des enfants dans le monde, ainsi que d'autres ouvrages et publications relatives aux droits des enfants, voir au Chapitre 5 la section consacrée à des informations de référence sur les enfants (page 418).

DOCUMENTS

Cartes d'affirmation

Recopiez les articles qui suivent et découpez-les à la manière de cartes.

L'enfant a le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, et ses opinions doivent être dûment prises en considération. L'enfant a droit à la liberté d'expression.

L'enfant a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. L'enfant a droit à la liberté d'association et à la liberté de réunion pacifique.

Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

La responsabilité d'élever l'enfant et d'assurer son développement incombe au premier chef aux parents.

L'enfant a droit à l'éducation. Les Etats doivent rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous. La discipline scolaire doit être appliquée d'une manière compatible avec la dignité de l'enfant. L'éducation doit viser à favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et aptitudes mentales et physiques; elle doit inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le préparer à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance et d'égalité, et lui inculquer le respect du milieu naturel.

L'enfant a droit au repos et aux loisirs, au jeu et à des activités récréatives, et à une libre participation à la vie culturelle et artistique.

L'enfant doit être protégé contre l'exploitation économique et n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou son développement. Il doit être protégé contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle. Il ne doit pas être exploité à des fins de prostitution ou autres pratiques sexuelles illégales aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique.

L'Etat doit prendre toutes les mesures possibles pour que les enfants touchés par un conflit armé bénéficient d'une protection et de soins.

Tout enfant suspecté ou accusé d'infraction à la loi pénale a le droit d'être présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie, de bénéficier d'une assistance juridique pour la présentation de sa défense, de ne pas être contraint de témoigner ou de s'avouer coupable. Il a aussi le droit à une vie privée pleinement respectée et à un traitement qui tienne compte de son âge,